

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/N/ARG/8

30 janvier 2001

(01-0483)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: espagnol

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>ARGENTINE</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Secrétariat à la défense de la concurrence et des consommateurs Les nom et adresse (y compris les numéros de téléphone et de télécopie et les adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant) de l'organisme ou de l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doivent être indiqués si cet organisme ou cette autorité est différent de l'organisme susmentionné:
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [], 2.10.1 [], 5.6.2 [X], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Appareils électriques à usage domestique, articles de protection personnelle, ascenseurs et leurs composants
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Résolution du SDCC n° 225/2000 (2 pages, en espagnol)
6.	Teneur: Suspension temporaire de la validité des Résolutions du SICM n° 319/99, 896/99 et 897/99 en ce qui concerne l'obligation de faire certifier conformes à certaines prescriptions les appareils électriques à usage domestique, les articles de protection personnelle, les ascenseurs et leurs composants.
7.	Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: Cette suspension est motivée par des faits nouveaux qui soulèvent des questions à résoudre, en particulier en ce qui concerne la procédure de reconnaissance des laboratoires d'essai et des organismes de certification.
8.	Documents pertinents: Résolutions du SICM n° 319/99, 896/99 et 897/99.
9.	Date projetée pour l'adoption: Date projetée pour l'entrée en vigueur: 18 octobre 2000
10.	Date limite pour la présentation des observations:

- 11. Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, numéros de téléphone et de télécopieur, et adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant, d'un autre organisme:**

Punto Focal de la República Argentina
Dirección Nacional de Comercio Interior
Avda. J. A. Roca 651, piso 4º, sector 22 (1322), Buenos Aires
Téléphone: (54 11) 4349 4037
Télécopieur: (54 11) 4349 4038
Courrier électronique: vcamal@secind.mecon.gov.ar